

# Mobiliser pour d'autres solutions

« **É**quilibre financier des retraites en 2030, et que ça saute ! ». Le Premier ministre a donné la consigne. Mais c'est une imposture : il ne veut pas équilibrer les comptes de la Sécurité sociale. Lui et ses mandants – le MEDEF, les marchés financiers, le capital – veulent réduire les dépenses pour les retraites, financer le reste avec nos impôts – CSG, TVA – et pousser les Français vers la capitalisation.

S'il voulait vraiment restaurer les finances de la protection sociale, le gouvernement soutiendrait les salariés de Vencorex, Mittal, BMD, Michelin, Auchan, Ubisoft... qui luttent pour leurs emplois et pour les moyens de créer, en respectant les êtres humains et la nature, les richesses sur lesquelles pourront être prélevées des cotisations sociales. Il relayerait l'appel de la CGT pour le 8 mars et l'égalité salariale. Il appellerait les grandes entreprises à dépenser plus pour l'emploi, la formation, les salaires, à arrêter la spéculation financière, les exportations de capitaux, et à économiser le béton, l'acier, l'énergie. Et il joindrait le geste à la parole en augmentant les cotisations sociales pour les employeurs qui ne pensent qu'à baisser le « coût du travail ». Pour que le message soit bien clair, il frapperait d'une cotisation de 10 % les revenus financiers des entreprises (500 milliards en 2023 !). Les autres seraient ainsi incitées à s'engager sur un chemin d'efficacité sociale et écologique, en se désintoxiquant de la finance.

C'est ce chemin qu'il convient d'emprunter pour en



finir avec l'enchaînement infernal des réformes successives qui, depuis trente ans, prétendent rétablir l'équilibre financier des retraites pour laisser place, à peine adoptées, à de nouvelles attaques contre les droits des assurés (voir le communiqué du PCF sur le rapport de la Cour des comptes remis le 20 février :

[https://www.pcf.fr/rapport\\_de\\_la\\_cour\\_des\\_comptes\\_sur\\_les\\_retraites](https://www.pcf.fr/rapport_de_la_cour_des_comptes_sur_les_retraites)).

Avec l'aide d'un pôle financier public étendu, fer de lance d'un crédit bon marché pour lutter contre le coût du capital et levier d'une mobilisation de la création monétaire de la BCE pour le développement des services publics, le pays disposerait ainsi des moyens de muscler son économie pour affronter la brutalité de la mondialisation capitaliste, en

nouant librement les coopérations technologiques, industrielles, agricoles, informationnelles, financières, monétaires, indispensables en Europe et dans le monde entier.

Il se rendrait capable de financer bien plus que la seule abrogation de la réforme Macron : une bonne retraite pour toutes et tous, à 60 ans avec prise en compte des années d'études et de la pénibilité, venant prolonger le développement de la personnalité de chacune et chacun tout au long de la vie, au travail et dans le temps libéré du travail.

Voilà un puissant motif de mobilisation pour toutes celles et tous ceux à qui notre système de retraites tient à cœur. ✪

**Denis Durand**  
membre du CN